

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

COP 27: Ali Bongo Ondimba réitère son plaidoyer en faveur de la préservation de l'environnement

À Charm-El-Cheikh, en Égypte, le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, a invité ses pairs à redoubler d'efforts dans la lutte contre les changements climatiques. Occasion pour ce dernier de demander l'application des recommandations et autres engagements des précédentes COP.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

COMME on pouvait s'y attendre, le chef de l'État gabonais, Ali Bongo Ondimba, a profité de la plénière d'ouverture – qui s'est déroulée hier à Charm-El-Cheikh — pour inviter l'auguste assemblée à prendre conscience des réels dangers des changements climatiques sur la planète. Après avoir remercié son hôte le président égyptien, Abdel Fattah el-Sisi pour l'organisation de ladite grand-messe, le numéro un gabonais a mis les pieds dans le plat. "Un an après Glasgow et quelques semaines avant la COP sur la biodiversité, la COP 27 se tient à un moment crucial pour l'avenir de notre planète", a-t-il déclaré sans détour.

D'autant qu'il est d'avis que les recommandations et autres engagements tardent à se matérialiser. "À Glasgow, nous avons pu observer l'énorme écart entre nos actions et nos engagements. Nous devons y remédier. Sur la question cruciale du financement de l'action climatique, 13 ans après Copenhague, il est temps de voir se réaliser la promesse d'un soutien aux politiques climatiques des pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an", pense-t-il.

Dans la foulée, il a fustigé le fait que les efforts consentis par les "bons élèves" en matière de préservation de l'environnement tardent à être récompensés. "(...) La République gabonaise comme d'autres pays en développement devrait pouvoir percevoir plusieurs centaines de millions de dollars par an de cette promesse", a-t-il ajouté. Non sans préciser l'importance et l'impact des fonds prévus: "Il s'agit de financer notre adaptation au changement climatique, notre juste transition énergétique et économique, et de récompenser nos efforts de séquestration nette de carbone".

D'autant que le "berceau de l'humanité", le continent africain qui consacre 9 % de son produit intérieur brut (PIB) à la lutte contre les changements climatiques ne bénéficie toujours pas dudit financement. La "charité bien ordonnée commençant par soi-même" comme l'indique la maxime, le premier magistrat gabonais n'a pas manqué de vanter les mérites de son pays dans cette lutte.

"(...) Depuis que je me suis fermement engagé à lutter contre les changements climatiques à Copenhague, nous avons absorbé près d'1,5 milliard de tonnes de dioxyde de carbone de l'atmosphère", a-t-il annoncé. Ce dernier de renchérir: "(...) Le Gabon s'est

engagé à rester neutre en carbone au-delà de 2050. De plus, sous réserve d'investissement dans nos forêts et de paiements appropriés pour le carbone, nous espérons continuer à absorber plus de 100 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an". Un challenge loin d'être irréalisable vu que le bassin du Congo est présenté à juste titre comme le deuxième poumon de la planète. Dans le même ordre d'idées, le chef de l'Etat a annoncé l'organisation du "One Forest Summit" dans la capitale gabonaise en mars 2023. Un rendez-vous auquel prendra part son homologue français, Emmanuel Macron (lire ci-contre). En marge de la plénière inaugurale, Ali Bongo Ondimba a participé au "One Planet Summit" sur la conservation des réserves vitales de carbone et de biodiversité en présence de plusieurs chefs d'État et de l'envoyé spécial chargé du Climat de la Chine.

Cette plateforme a permis à la France de réaffirmer son engagement visant à soutenir l'adaptation dans les pays fortement impactés par les conséquences des changements climatiques, et relancer le partenariat sur les forêts et la protection des réserves de carbone. Le président de la République a également pris part au Sommet des Leaders sur la Forêt et le Climat.



Photo: DR

Le président Ali Bongo Ondimba à la tribune de la COP27 hier.



Photo: DR



Emmanuel Macron à Libreville en mars prochain



Photo: DR

J.K.M
Libreville/Gabon

APRÈS la Semaine du climat en septembre dernier, Libreville devrait abriter, en mars prochain, un sommet de chefs d'État sur les questions d'environnement et les changements climatiques. C'est ce qu'a laissé entendre hier le président de la République, Ali Bongo Ondimba, sur son compte twitter, au terme de l'entretien qu'il a eu à Sharm El-Sheikh avec son homologue français, Emmanuel Macron, en marge des travaux de la 27e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 27). En tout cas, cette rencontre de haut niveau, conjointement organisée par la France et le Gabon, verra la participation

du président français. Ce qui constituera sa première visite en terre gabonaise depuis son élection à l'Élysée.

Le numéro un gabonais s'est dit "Heureux de retrouver Emmanuel Macron à l'occasion de la COP 27". Non sans avoir indiqué que "Le Gabon, la France et d'autres nations vont agir ensemble pour le climat et la biodiversité dans le cadre d'un partenariat pour la conservation positive".

Ces prochaines assises confortent, un peu plus, l'importance et le rôle qu'occupe Libreville sur la scène diplomatique internationale. Tout ceci sous-tendu par le rayonnement, le leadership du président de la République en matière de problématiques liées à la protection de l'environnement et à la lutte contre le réchauffement climatique.



Vers une intensification des échanges entre Libreville et Séoul

J.K.M
Libreville/Gabon

EN marge de la cérémonie d'ouverture des travaux de la plénière des chefs d'État et de gouvernement de la 27e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 27), le chef de l'État Ali Bongo Ondimba s'est entretenu hier, à Sharm El-Sheikh, avec l'envoyée spéciale de son homologue sud-co-

réen pour le climat et l'environnement et ancienne leader du Liberty Korean, Hon Na Kyung-Won.

Les deux personnalités ont évoqué les voies et moyens de renforcer et dynamiser davantage les échanges entre Libreville et Séoul à travers un renforcement des investissements sud-coréens dans notre pays dans les secteurs des infrastructures, notamment.

Le "pays du matin calme" entend ainsi participer au proces-

sus de diversification de l'économie nationale, impulsé par le numéro un gabonais depuis un certain nombre d'années. En réaffirmant ainsi la solidité des liens existant entre Libreville et Séoul. Des liens, faut-il le rappeler, noués le 1er octobre 1962, date de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Six décennies plus tard, ceux-ci se sont raffermis au travers des contacts réguliers entre les plus hautes autorités gabonaises et sud-coréennes.

C'est dans cette optique que le numéro un gabonais s'était entretenu en juillet dernier, à Séoul, avec son homologue Yoon Suk-Yeol.

Dans tous les cas, avec Hon Na Kyung-Won, Ali Bongo Ondimba a également évoqué le partage d'expériences en matière de gestion de forêt et de séquestration des crédits carbone. Tout comme la participation du Gabon au Sommet de Séoul, prévu en décembre prochain.